



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente...

• (Page 07)

Inde

Le G20 Finances échoue à s'accorder sur une déclaration commune

Les ministres des Finances et banquiers centraux du G20 ont achevé samedi leurs discussions. Mais Moscou et Pékin ont refusé ...

• (Page 08)

MWC 2023

Le monde de la tech défie la morosité du secteur à Barcelone

Après trois ans de restrictions liées au Covid-19, les ...

• (Page 08)



Togo / Concertation État-Secteur privé

• (Page 03)

Dynamiser les investissements



Action climatique & préservation de la biodiversité

• (Page 04)

Libreville accueille le « One Forest Summit 2023 »

Occupation de la voie publique

Le ministère de la communication revient sur les interdictions

Depuis fin d'année 2022, le gouvernement togolais a tenu une réunion d'échanges ...

• (Page 02)

Ferme aquacole AQUAFARM

Le ministre TENGUE assiste à la pêche matinale

Le ministre de l'Economie Maritime, de la Pêche et de la Protection Côtière Kokou Edem TENGUE a visité la semaine passée la ferme ...

• (Pages 04)

Afrique

Adopter une politique verte pour attirer les investissements

L'Institut pour le Développement et la Planification Economique (IDEP) de la Commission économique pour l'Afrique ...

• (Page 06)

Togo

L'OTR effectue une vente aux enchères au port autonome de Lomé

L'Office togolais des recettes (OTR) effectue, au port autonome de Lomé, une vente aux ...

• (Page 11)

Occupation de la voie publique

Le ministère de la communication revient sur les interdictions

Depuis fin d'année 2022, le gouvernement togolais a tenu une réunion d'échanges sur l'occupation anarchique des emprises des routes et il a décidé de désengorger les voies à compter du 15 février 2023 dans le Grand Lomé.

● **Hélène MARTELOT**

Cette opération a déjà débuté sur les voies de certaines localités. Ce lundi 27 février 2023, le ministère de la communication et des médias revient sur les interdictions dans l'emprise de la voie publique dans un tweet. Il note entre autres, l'étalage commercial des bouteilles de gaz, pneus, carburant frelaté et matelas, la construction de baraques servant de point de vente ou d'atelier, l'installation de container pour cafétéria et transfert d'argent, le stationnement anarchique de véhicules, l'abandon des épaves de véhicule sur les trottoirs, l'entreposage de gravas, gravier, sable et autres matériaux de construction sur les trottoirs, le placement de publicité sur l'emprise, les feux tricolores ou autres supports de signalisation, les



ordures notamment sachets et plastiques, ainsi que la fourniture de services aux établissements installés dans l'emprise des voies. La semaine dernière, le ministère de la communication et des médias a sensibilisé les populations sur les risques de l'encombrement des voies. « En exposant tes articles dans l'emprise de la voie publique, tu mets en danger non seulement ta vie, mais aussi celle des autres usagers de la route. Pour ta propre sécurité et celle de tes conci-

toyens, libère l'emprise des voies publiques ». L'encombrement des voies est à l'origine de plusieurs problèmes notamment, l'augmentation des risques d'accident de la circulation, la difficulté pour les services de secours à rallier les points d'intervention (incendies et braquages), les retards dans la réalisation des travaux publics et les dépassements de coûts sont dans plusieurs cas liés à la libération préalable de l'emprise. On peut citer également la déstructuration de la ville (marchés anarchiques), la difficile circulation aux heures de pointe (embouteillages), les caniveaux bouchés et les inondations. Cette opération vise à assurer la sécurité des usagers de la route, à réduire le nombre d'accidents de la circulation, à assurer un rapide accès des secours aux différents lieux d'intervention. Les autorités togolaises comptent préserver l'aspect esthétique du centre-ville et des périphéries. Il est à noter que le désencombrement concerne toutes les voies, mais a déjà débuté sur les grands axes pour finir sur les voies secondaires. Il est prévu que cette opération soit suivie de l'aménagement de nouveaux espaces publics devant abriter les étalages commerciaux.



Image du jour



Inauguration officielle du Consulat Général honoraire d'Italie à Lomé avec l'Ambassadrice Daniela d'Orlandi, la Consule Générale honoraire Alessandra Boaretto et le Directeur du Protocole d'Etat du Togo, Kokoutche

AUX DÉCIDEURS...

Tous résignés !

Plus personne n'en parle. Peut-être un signe de désespoir ou un silence bouillant. Comme dirait l'autre c'est le lion qui somnole dedans. La vie chère est bien et belle là. Elle continue de manière douce. Un mois après les fêtes de fin d'année, en février, on assiste à une augmentation constante des prix des denrées alimentaires de première nécessité. 50 FCFA par ici 100 par là ou carrément le double prix. L'augmentation présente parfois des visages différents. Pour les aliments qu'on attache dans les sachets soit le prix a changé soit inchangé par contre la quantité a fortement diminué. C'est à prendre ou à laisser.

C'est le même scénario un peu partout. Que ce soit auprès des petits boutiquiers des quartiers ou des commerçantes des marchés.

Pendant ce temps, c'est le silence des consommateurs. Le plus coupable c'est le silence doublé de l'immobilisme des associations de consommateur abonnés aux communiqués complaisants ne fait qu'arranger les gouvernants qui ne se voient pas gérer une crise sociale en début d'année et en pleine année électorale.

Cette situation de vie chère crée davantage le fossé entre les classes sociales. Et cela à plusieurs conséquences sociales comme l'insécurité et la dépravation des mœurs de tout genre.

La Banque africaine de développement (BAD) dans son rapport « Performances et perspectives macroéconomiques de l'Afrique » publié le 18 janvier dernier a révélé que le Togo est un modèle de mobilisation de recettes intérieures.

Si maintenant le Togo dans le cadre de sa politique a décidé de ponctionner ses entreprises, les ménages cela risque d'affaiblir bien attendu l'investissement mais également la consommation avec comme effet de ne pas du tout relancer de manière durable la croissance économique. C'est une hypothèse. Au même moment, le chômage est galopant, le pouvoir d'achat est inexistant alors qu'on assiste à une augmentation désordonnée des prix des denrées de la part des commerçants. Le bénéfice n'a plus de visage humain.

Le ministère en charge de commerce qui communique souvent est dans le mutisme. Il n'inquiète ni les commerçants ni n'encadre les prix sur le marché.

Si cette situation perdure, c'est une crise sociale qui couve en période électorale. Les différents candidats à ses différentes élections auront du travail. Il y a exactement un an, après la crise de la Covid19, la guerre en Ukraine était à l'origine de la récession un peu partout. Peut-on toujours mettre tout sur le dos de cette guerre lointaine ? Ce n'est pas autant crédible dans la mesure où aucun effort ne se fait pour produire ce que nous consommons. Autrement dit, soutenir le Made in Togo pendant cette période pour une production abondante et à moindre coût est la bonne solution.

Les chinois le font déjà en déversant sur nos marchés à la demande de certains compatriotes, toute sorte de variétés de produits alimentaires comme les tomates, spaghettis, laits, cubes et autres aux marques pompeuses de qualité douteuse.

L'heure a véritablement sonné pour que le 'Made in Togo' ne demeure pas un slogan circonstanciel.

Midas Tigossou

Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km ²	21,7 km ²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Togo / Concertation État-Secteur privé

Dynamiser les investissements

Au Togo, le Conseil de concertation État-Secteur privé a tenu le jeudi 23 février 2023 à Lomé sa première réunion de l'année. La dynamique des investissements privés et le financement des PME/PMI étaient au menu des travaux présidés par le Premier ministre, Victoire Tomégah-Dogbé.

• Joël YANCLO

Cadre d'échanges entre le gouvernement et les acteurs du secteur privé, le premier Conseil de concertation État-Secteur privé de cette année au gouvernement de faire le point sur la mise en œuvre des recommandations issues des sessions précédentes du Conseil de concertation. Au cours de sa présentation, le Directeur général de Ecobank Côte d'Ivoire, Paul-Harry Aithnard, également Directeur régional exécutif pour la zone UEMOA, a fait un diagnostic des freins au financement des petites et moyennes entreprises et industries. Il a proposé plusieurs pistes de solution au secteur privé pour un accès plus facile aux financements. Le Premier ministre, s'est réjoui de la qualité des interventions, de la richesse des contributions qui dénotent du dynamisme

du cadre de concertation et de la pertinence des sujets abordés. Elle a invité les acteurs du secteur privé à approfondir les options identifiées pour faire émerger des solutions du pays afin de permettre aux TPME de participer pleinement à la transformation économique du Togo. « Le gouvernement togolais sous le leadership de Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé a mis en place des dispositifs et mécanismes pour améliorer le cadre dans lequel évolue les TPME. La mise en œuvre de la réforme R4 "Renforcement des mécanismes d'appui aux TPME", inscrite dans la feuille de route gouvernementale vise à accélérer et coordonner la mise en place des dispositifs d'accompagnements dédiés. Dans ce cadre, une charte des TPME a été adoptée et une agence nationale de développement des TPME est créée



et opérationnalisée. C'est une sorte de guichet unique des TPME qui est ainsi mis en place. », a déclaré la cheffe du gouvernement. Le cadre de concertation entre l'Etat et le secteur Privé, a pour rôle d'enraciner la culture du dialogue dans notre société et plus particulièrement entre les pouvoirs publics et le monde des af-

fares. Il faut dire que le dialogue a toujours existé mais comme on le sait, la volonté du Chef de l'Etat est de promouvoir un cadre d'échange structuré, fécond et productif, au service de la transformation structurelle de l'économie nationale. Le secteur privé représente un moteur de croissance économique et de création d'emplois. Cepen-

dant, ce qui est important c'est que la richesse créée par la croissance soit partagée au sein de la société et que la création d'emplois se fonde sur les principes du travail décent. Pour rappel, le 12 octobre 2020, en séminaire, le gouvernement a dévoilé la Feuille de route Togo 2025, un nouveau plan stratégique défini sur cinq

ans et destiné à servir de boussole aux actions gouvernementales. La Feuille de route s'articule autour de trois axes stratégiques interdépendants. Primo, renforcer l'inclusion et l'harmonie sociales et consolider la paix ; ensuite, dynamiser la création d'emplois en s'appuyant sur les forces de l'économie et enfin, moderniser le pays et renforcer ses structures. Les trois axes sont déclinés en 10 ambitions couvrant les principaux défis du pays et 42 projets et réformes prioritaires. Au total, plus de 3 000 milliards FCFA d'investissements cumulés seront nécessaires, pour atteindre les objectifs d'ici à 2025, et soutenir une croissance projetée à plus de 7%, après avoir connu un recul sous l'impact de la crise. Comme pour le PND, le secteur privé est fortement attendu pour contribuer à la réalisation des nouvelles ambitions gouvernementales.



Action climatique & préservation de la biodiversité**Libreville accueille le « One Forest Summit 2023 »**

Libreville, la capitale gabonaise abrite le « One Forest Summit 2023 » ou le Sommet sur les forêts du 1^{er} au 2 mars 2023. Ce sommet organisé sous l'égide du président de la République gabonaise Ali Bongo Ondimba et du président français Emmanuel Macron est un moment clé pour l'action climatique et la préservation de la biodiversité.

● Junior AREDOLA

Le Gabon riche de ses 88% de forêts sur le territoire national et de ses 13 parcs nationaux aussi attrayants que fascinants accueille le « One Forest Summit 2023 ». Etape cruciale dans la mobilisation de la communauté internationale pour faire face à l'urgence climatique annoncée lors de la COP27 en Égypte le « One Forest Summit 2023 » servira, entre autres, de plate-forme aux gouvernements et aux parties prenantes pour protéger les ressources vitales de carbone et la biodiversité. Le Sommet sur les forêts entend promouvoir la solidarité entre les trois grands bassins forestiers mondiaux - la forêt amazonienne, le bassin du Congo et les forêts tropicales d'Asie du Sud-Est. En séquestrant des centaines de millions de tonnes de CO₂, ces bassins forestiers jouent un rôle critique dans la régulation du climat. Par la faune et la flore exceptionnelles qu'ils recèlent, ils abritent des trésors de biodiversité. Et en agissant comme tampons entre les sociétés humaines et les cycles microbiens des espaces sauvages, ils jouent un rôle clé pour prévenir l'apparition de nouvelles épidémies. Le Gabon, un pays où 88% de son territoire est couvert par la forêt équatoriale, est en première ligne pour lutter contre le réchauffement climatique et protéger la biodiversité. Le pays est un précurseur dans la protection



des ressources naturelles en engageant volontairement à protéger un tiers de ses espaces naturels, terrestres et marins. En préparation pour l'après-pétrole, le Gabon a adopté un modèle économique alliant développement industriel et gestion durable de ses ressources naturelles.

Les objectifs du Sommet

Le One Forest Summit se donne pour objectif de déboucher sur de nouveaux engagements et des initiatives concrètes sur la progression des connaissances et la promotion de la coopération scientifique sur les écosystèmes forestiers, la promotion de chaînes de valeur durables dans le secteur forestier, le développement de sources de financement innovantes notamment en explorant les solutions de conservation de la biodiversité fondées sur le marché. Ce sommet permettra de faire progresser et renouveler l'ambition collective concernant la préservation et la gestion durable des forêts, qui sont essentielles pour relever les défis mondiaux interdépendants, au premier plan

desquels le changement climatique et la perte de biodiversité. La promotion d'une solidarité Nord-Sud, centrale pour la protection de ces réserves vitales, sera également un élément clé.

Du déroulement de « One Forest Summit »

La première journée du sommet, le 1^{er} mars 2023, réunira des membres de gouvernements et de la société civile ainsi que des experts afin d'avancer sur l'ambition portée par les trois principaux axes du One Forest Summit. Les participants auront l'opportunité de prendre part à des événements ministériels et des sides events sur ces trois piliers du Sommet. La seconde journée, le 2 mars, sera consacrée à la séquence de haut niveau du One Forest Summit, réunissant les chefs d'Etats et de gouvernements sur le sujet du bassin du Congo et des défis communs rencontrés par les bassins forestiers tropicaux africain, amazonien et asiatique.

UMOA-Titres Publics**Le Togo ne mobilise que 14 milliards FCFA contre 35 milliards recherchés**

Après les échecs de la Guinée-Bissau et du Mali, c'est au tour du Togo de voir sa demande inassouvie par les investisseurs du marché régional de la dette publique.

En effet, sorti ce vendredi 24 février pour emprunter 35 milliards FCFA, le pays ne recevra que 16,62 milliards FCFA comme l'ensemble des soumissions, à peine 47% du montant mis en adjudication. Avec seulement 24,7% de cette offre provenant des investisseurs togolais, le Togo a finalement retenu 14,12 milliards FCFA avec les plus grandes parties en grande partie sur les bons de 12 mois (6,5 milliards FCFA) et les obligations de 3 ans (6,6 milliards FCFA), tandis qu'environ 1 milliard FCFA ont été captés sur les



obligations de 5 ans. Dans ce contexte où les investisseurs affirment de plus en plus leur exigence, l'on a enregistré des rendements moyens pondérés en progression à 5,34% pour les bons, alors que ceux des maturités de 3 ans et 5

ans sont respectivement ressortis à 7,14% et 6,77%. Une tendance qui pourrait témoigner d'une stratégie du pays axée sur le court et moyen terme.

Avec Sika finance

Ferme aquacole AQUAFARM**Le ministre TENGUE assiste à la pêche matinale**

Le ministre de l'Economie Maritime, de la Pêche et de la Protection Côtière Kokou Edem TENGUE a visité la semaine passée la ferme aquacole AQUAFARM de Mme IGE OLATOKUNBO.

● Midas TIGOSSOU

La visite avait pour objectif d'assister à la récolte de poissons dans la matinée par les responsables de la ferme. La délégation conduite par le ministre a pu voir pendant cette récolte plusieurs espèces dont les tilapias, les carpes rouges et les silures. La ferme aquacole AQUAFARM est une ferme intégrée installée sur 14 hectares et spécialisée dans la production maraîchère, piscicole, avicole,



fruitière et l'écotourisme. La pisciculture fonctionne suivant une méthode de pisciculture en étang différente de celle en cage pratiquée

sur le lac Nangbéto mais avec des résultats tout aussi satisfaisants. Une belle initiative privée qui a besoin d'être soutenue. En 2022, c'est près d'une demi tonne (400Kg) de poissons d'un poids variant entre 250 et 400g qui sont sortis de cette ferme pour la consommation locale. Cette pisciculture en étang va contribuer dans les années à venir à une couverture des besoins en produits aquacoles par les initiatives propres du pays.

**Entreprises****Le ProComp pour la compétitivité du secteur privé**

Le Programme d'amélioration de la compétitivité du secteur privé au Togo (ProComp) convenu de commun accord avec le gouvernement togolais, sa mise en œuvre a débuté en Juillet 2022 et s'étendra jusqu'en Juin 2025. Il s'inscrit dans le cadre du partenariat pour les réformes, le ministère fédéral de la coopération économique et du développement (BMZ).

● Midas TIGOSSOU

Le ProComp va permettre d'atteindre certains objectifs. Entre autres améliorer le climat des affaires et des investissements et renforcer la transformation agro-industrielle dans le sens d'un changement structurel en tant que moteur de la croissance et de l'emploi du partenariat pour la réforme, en améliorant les conditions-cadres et les services pour les entreprises et les investisseurs et en renforçant la performance des entreprises privées, en particulier dans l'industrie alimentaire en tant que secteur potentiel. Ce programme vise l'amélioration du climat des affaires et des investissements à travers le renforcement de la transformation agro-industrielle et de ses chaînes de valeur. Il sera exécuté à travers cinq (05) composantes. Les actions de ce nouveau programme toucheront au moins 200 entreprises agroalimentaires dont 30 % dirigée par les femmes. Le Programme d'amélioration de la compétitivité du secteur privé au Togo (ProComp) sera réalisé par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zu-



sammenarbeit (GIZ) GmbH. Un atelier de vulgarisation et d'informations des Très Petites, Petites et Moyennes Entreprises (TPME) sur les accords commerciaux ratifiés par l'Etat Togolais à l'endroit des responsables des entreprises agroalimentaires bénéficiaires de ce programme s'est déroulée les 23 et 24 février passé à Lomé. Les différentes communications ont porté sur les modules tels que : accès aux marchés en franchise de droits et sans contingent de l'OMC et les opportunités, AGOA : Loi américaine sur la croissance et les opportunités d'affaires en Afrique, ZLECAF : Zone de Libre Echange Continentale Africaine, AFE : Accord sur la facilitation des échanges et les règles

d'origine applicables à la zone de libre-échange continentale africaine. Ces communications ont permis aux responsables d'entreprises agroalimentaires de disposer des informations devant leur permettre d'accéder à de nouveaux marchés porteurs non encore explorés en ce jour par les entreprises faute de manque d'informations spécifiques. Pour la conseillère technique senior pour la facilitation de l'accès aux marchés internationaux Dzigbodi Edinam Afatchao « il est important pour nous à travers ce programme, d'accompagner les Petites et Moyennes Entreprises à une meilleure appropriation des différents accords commerciaux ratifiés par le Togo pour en tirer profit ».



COMPAGNIE ENERGIE ELECTRIQUE DU TOGO

Siège Social : 426, avenue MAMA Fousséni B.P. 42 LOME

standard : 22 21 27 44/ Dépannage : 22 20 82 20 Fax : 22 21 64 98 NIF / 1000175698 - RCCM / TOGO-LOME 2000 B 0729

Compte bancaire : UTB n° 32 0497844 004 000 - BIA - TOGO n° 36712308 - 33 - BTCL n° 9030 059273 001 25

ECOBANK n° 701 01214016811 02 - ORABANK n° 402 100 276 20 - BANQUE ATLANTIQUE n° 40020210004

Avis d'Appel d'Offres International (AAOI)

AOI N° 003/DFC/PRMP/DG/CEET/2023

ACQUISITION D'ACCESSOIRES DE BRANCHEMENT

- Cet Avis d'appel d'offres fait suite à l'Avis Général d'Appel d'Offres paru dans le quotidien national TOGO PRESSE N° 11286 du 9 mai 2022.
- La Compagnie Energie Electrique du Togo (CEET) dispose de fonds propres, afin de financer ses besoins de fonctionnement, et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du marché de fourniture d'accessoires de branchement.
- La Compagnie Energie Electrique du Togo (CEET), agissant pour son propre compte, sollicite des offres fermées, de la part des candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour la livraison de câbles électriques répartis en six (06) lots comme suit :

Lot N°	Description des Fournitures
1	Fourniture de vis, de colliers et de chevilles pour branchement
2	Fourniture de connecteurs et de boîtiers de connexion pour branchement
3	Fourniture de Pince d'ancrage PA25 pour branchement
4	Fourniture de tube annelé de 32 mm ² pour branchement
5	Fourniture de rouleau Saba adhésif, de cartouche fusible AD 60A et de crochet d'ancrage pour branchement
6	Fourniture de Câble H07 VK 1x10 et 16 MM ²

Les candidats peuvent soumissionner et être attributaires d'un ou de tous les lots.

cDiscussion.com

Les variantes ne sont pas autorisées.

Les livraisons des fournitures au magasin Général CEET Lomé Port seront planifiées et exécutées sur une période de trente-six (36) mois à compter de la date de notification du marché au titulaire.

4. La passation du Marché sera conduite par Appel d'offres international tel que défini par Le Code des marchés publics en vigueur et ses textes d'application, et ouvert à tous les candidats éligibles.

5. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de la Personne Responsable des Marchés Publics de la Compagnie Energie Electrique du Togo et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres, tous les jours ouvrables de 9 h 00 min à 12 h 00 min et de 15 h 00 min à 17 h 00 min, à l'adresse mentionnée ci-après :

Personne Responsable des Marchés Publics
Rue : 426, Avenue MAMA Fousséni
Bureau : Secrétariat du Département Passation des Marchés et Achats (DPMA)
Ville : Lomé
Boîte postale : 42
Pays : TOGO
Numéro de téléphone : +228 22 21 37 74
Numéro de télécopie : +228 22 21 64 98
E-mail : prmp@ceet.tg

6. Les exigences en matière de qualification sont :

- ✓ Etre en règle avec l'administration publique en présentant dans l'offre les pièces administratives indiquées au point 11.1 des Données particulières de l'appel d'offres (DPAO),
- ✓ Les éléments de qualifications et d'expériences,
- ✓ Les rapports des tests des échantillons,
- ✓ Les autorisations certifiées des fabricants des matériels,
- ✓ Les certificats ou les attestations (authentiques) de conformité aux normes, délivrés par les organismes compétents.

Voir la Section III Données particulières de l'appel d'offres (DPAO) du dossier d'appel d'offres pour les informations détaillées.

NB : les soumissionnaires sont informés que leurs offres financières doivent être élaborées dans le respect des prix contenus dans la dernière version du répertoire des prix de référence (mercuriale des prix), disponible sur le site du Ministère de l'économie et des finances à l'adresse <https://finances.gouv.tg>. Dans le cas contraire, leurs offres financières seront redressées.

Les sociétés nouvellement créées qui sont dans l'impossibilité de fournir les états financiers des trois (03) dernières années (2019, 2020 et 2021) exigés sont autorisées à prouver leur capacité économique et financière par tout autre document substitutif distinct de l'attestation de capacité financière.

cDiscussion.com

7. Les candidats intéressés peuvent consulter gratuitement le dossier d'Appel d'offres complet ou le retirer à titre onéreux contre paiement d'une somme non remboursable de cent mille (100 000) francs CFA au numéro de compte TG 133 01 001 0 222 507 00 113 33 intitulé CEET DAO et ouvert dans les livres de la Banque Sahélo-saharienne pour l'Investissement et le Commerce (BSIC) Togo SA.

Le Dossier d'Appel d'Offres sera remis au candidat main à main sur présentation du reçu de paiement au Secrétariat du Département Passation des Marchés et Achats (DPMA), ou par voie postale, sur demande du candidat et à ses frais.

8. Toutes les offres des soumissionnaires, rédigées en langue française en trois (03) exemplaires (01 original et 02 copies), seront déposées en recommandées avec accusé de réception ou être remises de la main à la main contre récépissé au Secrétariat de la Commission de Passation des Marchés Publics (CPMP) à l'adresse ci-après :

Compagnie Energie Electrique du Togo (CEET)
426, Avenue MAMA Fousséni
Tél : +228 22 21 27 44

Au plus tard le **10 MARS 2023** à 09h 00 min. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées.

9. Les offres doivent comprendre une garantie bancaire de soumission pour chaque lot dont le montant est indiqué comme suit :

Numéro et titre des lots	Montant de la garantie de soumission
Lot 1 : Fourniture de vis, de colliers et de chevilles pour branchement	8 000 000 F CFA
Lot 2 : Fourniture de connecteurs et de boîtiers de connexion pour branchement	7 500 000 F CFA
Lot 3 : Fourniture de Pince d'ancrage PA25 pour branchement	7 000 000 F CFA
Lot 4 : Fourniture de tube annelé de 32 mm ² pour branchement	7 000 000 F CFA
Lot 5 : Fourniture de rouleau Saba adhésif, de cartouche fusible AD 60A et de crochet d'ancrage pour branchement	7 500 000 F CFA
Lot 6 : Fourniture de Câble H07 VK 1x10 et 16 MM ²	7 000 000 F CFA

La garantie bancaire de soumission restera valide 28 jours après l'expiration du délai de validité des offres.

La garantie de soumission peut être libellée dans une autre monnaie librement convertible en monnaie locale (Franc CFA XOF). La date de référence du taux de change des devises autres que le franc CFA BCEAO est la date précédant de dix (10) jours ouvrables la date de l'ouverture des offres.

cDiscussion.com

Les soumissions seront accompagnées d'une garantie délivrée par une banque de la place ou une banque étrangère ayant une banque correspondante au Togo.

10. Les candidats resteront engagés par leur offre pendant une période de cent-vingt (120) jours calendaires à compter de la date limite du dépôt des offres.

11. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent assister à l'ouverture des plis le **10 MARS 2023** à 09h 30 min à la salle de réunion de la Commission de Passation des Marchés Publics (CPMP), à l'adresse indiquée au point 8.

La Personne Responsable des Marchés Publics,

Yaovi M. ATTIGNON

Afrique**Adopter une politique verte pour attirer les investissements**

L'Institut pour le Développement et la Planification Economique (IDEP) de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) a organisé samedi 25 février un webinaire sous le thème : « Comment l'Afrique peut adopter une politique verte grâce à une stratégie d'énergie propre » dans le cadre des préparatifs de la 9ème session du Forum régional Afrique sur le Développement Durable, prévu à Niamey (Niger) du 28 février au 2 mars 2023.

L'urbanisation et la croissance démographique exercent une pression intense sur les infrastructures énergétiques africaines. La demande dépasse considérablement l'offre, entraînant des coupures d'électricité et limitant le développement économique des pays. Une situation qui pourrait s'aggraver davantage à l'heure où le nombre d'Africains vivant en zones urbaines continue d'augmenter, leurs effectifs étant prévus à 1,2 milliard d'ici 2050. Face à la hausse de la demande et des prix du pétrole, à l'épuisement imminent des stocks mondiaux de pétrole et au changement climatique, la dépendance traditionnelle du continent vis-à-vis des énergies conventionnelles n'est plus une option viable. Cependant, la transition énergétique propre du continent n'est pas non plus sans défis. L'Afrique est le continent du monde au potentiel énergétique renouvelable le plus élevé au monde mais aussi celui qui y a le moins accès selon Andrea Renzulli, expert senior à la Fondation RES4AFRICA. A contre-courant de la tendance mondiale, les investissements dans les énergies renouvelables y ont récemment atteint un niveau historiquement bas avec seulement 6 % du total des investissements dans les énergies renouvelables. Dans le cas de l'Afrique de l'Ouest, les barrières réglementaires sont en partie responsables du lent développement des énergies



renouvelables selon A. Renzulli, la lenteur du processus d'intégration régionale, l'accès insuffisamment clair aux marchés, les tarifs ne reflétant pas les coûts et l'inefficacité des infrastructures ayant eu un impact négatif. Pourtant, les énergies renouvelables de la sous-région pourraient contribuer de manière significative à son développement à condition que ses ressources naturelles (solaires, éoliennes et hydroélectriques) soient exploitées de manière adéquate. Selon les estimations de l'IRENA, le potentiel renouvelable de l'Afrique de l'Ouest est d'environ 37 fois sa production d'énergie actuelle (soit 82,5 TWh, production non renouvelable incluse), a-t-il indiqué. Une transition vers l'énergie propre peut apporter de nombreux avantages, tels que l'accès à l'énergie pour tous ou la possibilité de sauter des étapes de développement. Elle pourrait également avoir un impact positif sur d'autres secteurs économiques, la santé de la population ou les niveaux de pollution, etc., a indiqué Cecilia Kinuthia-Njenga, Directrice du soutien intergouvernemental et du progrès collectif auprès de

la CCNUCC. Selon Karima Bounemra Ben Soltane, Directrice de l'IDEP, l'Afrique peut devenir un important fournisseur de gaz capable non seulement de satisfaire ses propres besoins, mais aussi de contribuer à la sécurité énergétique de l'Europe. Pour ce faire, l'Afrique doit augmenter et diversifier sa chaîne d'approvisionnement énergétique. "Même si l'Afrique n'est pas connue pour être l'un des principaux pollueurs, elle doit commencer à réduire ses émissions pour attirer les investissements", a insisté Bounemra Ben Soltane. Cette année, le FRADD sera l'occasion d'évaluer les progrès de l'Afrique dans la mise en œuvre de plusieurs objectifs de développement durable, notamment l'ODD 7 (recours aux énergies renouvelables) ; ODD 6 (accès à l'eau salubre et à l'assainissement) ; ODD 9 (industrie, innovation et infrastructure) ; ODD 11 (villes et communautés durables) ; et l'ODD 17 (partenariats pour les objectifs mondiaux) et les objectifs correspondants de l'Agenda 2063.

UNECA

Afrique subsaharienne**Netflix baisse les prix des abonnements dans plusieurs pays**

Sous le feu des critiques à cause de sa décision de rendre payante la fonctionnalité de partage d'écran, Netflix semble avoir trouvé une parade. Le leader mondial du streaming et de la vidéo à la demande a réduit les prix de ses abonnements dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne.

Netflix a baissé les prix des abonnements dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne. Selon les offres choisies les coûts ont été réduits de 2\$ ou 3\$. Le groupe a expliqué que la baisse concerne pour le moment les pays d'Afrique subsaharienne où les abonnements sont facturés en dollars. La nouvelle a déjà suscité de nombreuses réactions positives au Kenya. Les prix de l'offre de base, pour smartphone uniquement, ont

également été réduits à 3\$. Pour plusieurs observateurs, Netflix rend son offre plus accessible en Afrique en prélude du passage au partage d'écran payant. En effet, l'annonce de la fin du partage des écrans et des mots de passe a provoqué un véritable tollé chez les abonnés de la plateforme. En Afrique, les rapports estimaient à environ 2,6 millions le nombre d'abonnés de Netflix. Le continent représente une faible proportion des 220

millions d'abonnés du service dans le monde. Malgré tout, Netflix semble croire dans le potentiel du marché africain et la baisse des prix peut être interprétée comme une envie de faire grandir son parc d'abonnés sur le continent. Cela dit, il faudra attendre l'éventuel arrêt du partage d'écrans et de mots de passe pour voir si la baisse des prix a été efficace.

Avec Agence Ecofin

Nigeria**Les inexactitudes de mesure sont à l'origine de 40 % des pertes de pétrole brut**

Alors que l'on croyait que le vol de pétrole est à la base des pertes de volume auxquelles fait face le secteur pétrolier nigérian, on s'aperçoit que le problème vient d'ailleurs.

Le régulateur nigérian du secteur amont (NUPRC) a révélé que près de 40 % des pertes de volumes de pétrole brut dans l'industrie pétrolière locale sont dus à des inexactitudes de mesure et non au vol. Cette conclusion a été faite au terme d'un audit mené par le régulateur, face à la persistance des informations selon lesquelles, le phénomène du vol de pétrole prenait de plus en plus d'ampleur dans la région du delta du Niger. Le directeur général du NUPRC, Gbenga Komolafe, a déclaré que cet audit couvrait la période allant de janvier 2020 à novembre 2022 et a été mené pour déterminer avec précision le volume volé de pétrole brut au cours de cette période. Au cours des dernières années, le Nigeria a enregistré une augmentation du taux de vol de pétrole dans le delta du Niger. En avril 2022, le directeur général de NNPC Limited la compagnie publique en charge des hydrocarbures, Mele Kyari, a révélé que le Nigeria avait perdu 4 milliards de dollars en raison du vol de pétrole à raison de 200 000 barils par jour en 2021. En septembre de la même année, la NNPC



avait déclaré que le pays perdait 470 000 barils de brut par mois, soit 700 millions de dollars, en raison du vol de pétrole. Mais les chiffres évoqués par les organisations de la société civile sont plus alarmants. En 2019, la Charte des ressources naturelles du Nigeria (NNRC) a affirmé que le vol de pétrole entraînait un manque à gagner de 10 milliards de dollars, chaque année. Le gouvernement fédéral a récemment indiqué dans son projet de document de stratégie fiscale pour la période 2023-2025 que les revenus pétroliers étaient inférieurs en raison de la chute significative de la production due aux interruptions de production résultant de la vandalisation des pipelines et du vol de pétrole brut. Komolafe a dé-

claré que le NUPRC s'engageait à résoudre le problème des erreurs de mesure, afin d'assurer une transparence dans la comptabilité des quantités d'hydrocarbures. Il a également déclaré que la commission collaborait avec les forces de sécurité, la NNPC et les communautés locales pour supprimer le vol de pétrole. Komolafe a souligné que « la commission s'emploie à poursuivre les objectifs réglementaires de base, tels que l'augmentation des réserves et de la production d'hydrocarbures du Nigeria, le développement d'une approche transparente de la comptabilité des hydrocarbures et l'atteinte d'une efficacité et d'une efficacité opérationnelles dans les opérations industrielles ».

Avec Agence Ecofin

Sénégal**Les communes du pays, bientôt dotées de points de collecte des déchets**

Au Sénégal, un nouveau projet vise à doter toutes les communes de points de collecte des déchets solides, fixes et permanents. Le projet dénommé « la brigade de proximité de la propreté » (Bipro) a été lancé le 14 février 2023 par la Société nationale de gestion intégrée des déchets (Sonaged).

Quelques mois à peine après sa création, la Société nationale de gestion intégrée des déchets (Sonaged) se lance un défi, doter toutes les 172 communes du Sénégal de points de collecte des déchets solides, fixes et permanents. Le projet d'assainissement a été annoncé le 14 février 2023 par les responsables de l'entreprise publique. D'abord, le projet dénommé « la brigade de proximité de la propreté » (Bipro) se déploiera dans dix communes d'arrondissements de Dakar, la capitale du Sénégal. Dans ces municipalités, la Sonaged déploiera 140 jeunes, 10 tricycles et 10 motos scooters pour transporter les ordures les déchets collectés vers les points de stockage aménagés.

Réduire la pollution au Sénégal

« L'objectif est d'avoir un dispositif permanent au niveau des quartiers pour



solutionner les problèmes de nettoyage. Ce dispositif fixe fonctionnera 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Ce qui permettra d'anticiper sur les problèmes au niveau du centre d'appel de la Sonaged pour nous permettre de déclencher des interventions », explique Mass Thiam, le directeur général de la Sonaged. Le projet permettra aussi de réduire la pollution par les déchets au Sénégal. Selon le gouvernement sénégalais, le pays produit 200 000 tonnes de déchets solides par an, dont seulement 9 000 sont recyclés. Après les 10 premières communes de Dakar, qui serviront de communes pilotes au projet Bipro, l'initiative se poursuivra au Sénégal. Ce projet s'inscrit dans la

politique du gouvernement visant un « Sénégal zéro déchet ». Il s'agit d'un changement d'approche, qui repense le système de collecte des déchets afin de permettre d'une part, le recyclage des composants (plastique, verre, papier, etc.) et d'autre part, la destruction industrielle des matières jugées toxiques, dangereuses, ou nuisibles à la santé publique et à l'environnement. Mais le pays d'Afrique de l'Ouest en est encore loin au vu de plusieurs lois encore non appliquées en matière de gestion des déchets, notamment la loi de 2020 interdisant les plastiques à usage unique de moins de 30 microns (gobelets, couverts, sachets).

Avec afrik21

Inde

Le G20 Finances échoue à s'accorder sur une déclaration commune

Les ministres des Finances et banquiers centraux du G20 ont achevé samedi leurs discussions. Mais Moscou et Pékin ont refusé d'approuver un communiqué condamnant la guerre en Ukraine.

Les ministres des Finances et banquiers centraux du G20 ont achevé samedi en Inde leurs réunions sans parvenir à un communiqué commun, en raison de divergences avec la Chine et la Russie à propos de la guerre en Ukraine. Réuni depuis vendredi à Bangalore, le G20 Finances tentait de s'accorder sur des solutions face aux défis posés par l'économie mondiale, dans un contexte de poussée inflationniste. L'Inde, qui assure la présidence du G20, a publié samedi à l'issue des réunions un «résumé» des discussions, mais pas de communiqué commun. «La plupart des membres ont fermement condamné la guerre en Ukraine» avec «différentes évaluations de la situation et des sanctions», indique le document. Une annotation précise qu'au sein du G20, seules la Chine et la Russie n'ont pas approuvée en raison de deux paragraphes concernant l'Ukraine. Les représentants de la Russie et de la Chine n'ont pas signé le libellé sur l'Ukraine, arguant que leur rôle était de «traiter des questions économiques et financières», a précisé devant la presse un haut responsable indien, Ajay Seth. L'an dernier, lors de précédentes réunions du G20 Finances, sous présidence indonésienne, aucun communiqué commun n'avait pu non plus être rédigé.

Discussions difficiles

«Les discussions sont plus difficiles que lors des précédentes réunions [du G20 Finances] car la guerre conti-



nue», avait prévenu samedi la ministre espagnole des Finances Nadia Calviño. Par conséquent, «certaines positions sont peut-être moins constructives sur certaines questions», avait souligné la ministre, sans préciser à quel(s) pays elle faisait référence. La Chine souhaitait atténuer les termes utilisés à propos de l'Ukraine dans la déclaration commune du G20 Finances, selon plusieurs responsables au fait des discussions interrogés par l'AFP, sous couvert d'anonymat. Selon l'un d'eux, «la Chine ne veut pas condamner la guerre» en Ukraine. Pékin n'a jamais appuyé ni critiqué publiquement l'offensive, mais exprimé à plusieurs reprises son soutien à Moscou face aux sanctions occidentales.

«Il s'agit d'une guerre»

L'Allemagne et la France ont plaidé vendredi pour l'inscription du terme «guerre» au communiqué final du G20 Finances. En Ukraine, «il s'agit d'une guerre. Et cette guerre a une cause, une seule cause, et c'est la Russie et [le président russe] Vladimir Poutine», avait

souligné le ministre allemand des Finances, Christian Lindner. Le ministre français de l'Économie et des Finances Bruno Le Maire avait appuyé les propos de son homologue allemand. «Nous nous opposerons à tout recul dans le communiqué commun, par rapport à la déclaration faite à Bali au sujet de la guerre en Ukraine», avait-il prévenu, lors d'une conférence de presse en anglais.

La question de l'encadrement des cryptomonnaies

Durant deux jours, les puissances du G20 ont également évoqué en Inde la dette des pays les plus pauvres. «C'était une très bonne réunion. La présidence indienne a fait un bon travail et s'est concentrée sur les problèmes qui sont réellement importants», a estimé la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI) Kristalina Georgieva. Les discussions à Bangalore ont par ailleurs évoqué l'encadrement des cryptomonnaies, mais aussi la réforme des institutions financières internationales.

(AFP)

Finance

En 2022, l'app de paiements Twint a battu tous ses records

L'application fait de plus en plus partie du quotidien des Suisses. Twint fait même désormais partie des dix marques suisses les plus populaires.

La barre des 5 millions d'utilisateurs actifs a été franchie en début d'année par Twint, l'application de paiement qui s'est imposée en Suisse, annonce-t-elle mardi. Un autre record a été battu: en 2022, ce sont 386 millions de transactions qui ont été effectuées, soit «un nombre plus important que durant toutes les années cumulées depuis le lancement de l'app». Selon un sondage, 98% des personnes de plus de 16 ans en Suisse savent ce qu'est Twint quand on leur pose la



question. De plus, l'app fait désormais partie du top-10 des marques favorites des Suisses. Et si elle a facilité les échanges d'argent entre particuliers, c'est bel et bien avec les transactions commerciales que l'app fait son beurre. Deux tiers de toutes les transactions sont faites dans le commerce physique

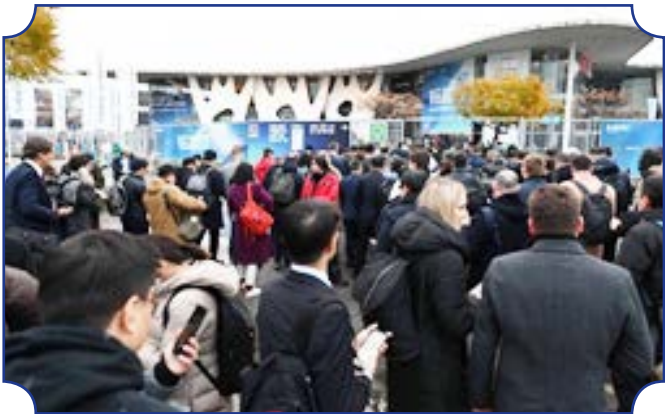
(ywe)

MWC 2023

Le monde de la tech défie la morosité du secteur à Barcelone

Après trois ans de restrictions liées au Covid-19, les professionnels des télécoms se retrouvent lundi pour un Salon mondial du mobile (MWC) grand format.

Le Mobile World Congress (MWC) ouvre lundi ses portes à Barcelone, à l'heure où les difficultés s'accumulent dans le secteur de la «tech». Finis les taux de croissance à deux chiffres dans la téléphonie mobile: en 2022, les ventes mondiales de smartphones ont chuté de 11,3% à 1,21 milliard d'unités, soit le nombre «le plus faible depuis 2013», selon l'agence spécialisée IDC. Et les perspectives restent moroses pour une grande partie des produits «high tech». D'après le cabinet d'études américain Gartner, les ventes de téléphones mobiles, de tablettes et d'ordinateurs devraient à nouveau reculer de 4% cette année. «Le secteur traverse un moment compliqué», reconnaît Thomas Husson, analyste chez Forrester. Un climat de nature selon lui à «peser» sur le salon du mobile, grand-messe annuelle des nouvelles technologies, prévu jusqu'à jeudi dans la capitale catalane. À l'origine de ces difficultés: le climat d'incertitude né de la guerre en Ukraine, qui a dopé l'inflation et rogné le pouvoir d'achat des ménages, mais aussi des facteurs plus structurels, auxquels se heurtent les fabricants. «Dans certaines régions comme l'Europe de l'Ouest, le taux d'équipement individuel est de l'ordre de 90%: on est donc sur des marchés matures. Et le taux de renouvellement s'allonge car les gens



gardent leur téléphone plus longtemps», souligne Thomas Husson.

Huawei en force

Parmi les entreprises attendues figurent des géants de la téléphonie (Samsung, Xiaomi, Ericsson, Orange, Deutsche Telekom...) mais aussi des poids lourds de la tech et l'industrie, comme Qualcomm, Airbus et Microsoft, le MWC ayant ces dernières années élargi son audience. Le plus gros exposant sera cette année le groupe Huawei, figure de proue des télécoms chinois, qui disposera d'une surface de 11'000 m² – un record dans l'histoire du salon, selon le GSMA, organisme regroupant près de 750 fabricants et opérateurs des télécoms. L'occasion pour le géant des équipements made in China d'afficher sa «résilience face aux sanctions américaines», qui ont fortement fragilisé sa branche téléphonie sans étouffer pour autant sa «capacité d'innovation» dans les services aux

(AFP)

Suisse

Le président du Credit Suisse a-t-il induit en erreur les investisseurs ?

L'Autorité de surveillance des marchés financiers, la Finma, serait en train d'examiner si Axel Lehmann a enjolivé intentionnellement la situation de la banque début décembre.

Credit Suisse est empiété dans une nouvelle affaire. En effet, son président, Axel Lehmann ferait l'objet d'une enquête de la Finma. Le gendarme suisse des banques chercherait à savoir s'il a induit les investisseurs en erreur en annonçant début décembre que les sorties d'argent des clients de la banque avaient cessé. Cette enquête fait suite à des propos tenus le 1er décembre par le président dans le Financial Times. Axel Lehmann avait affirmé que les sorties de fonds, très importantes en octobre, s'étaient complètement stabilisées. Le lendemain, il avait déclaré, à Bloomberg TV cette fois, que ces retraits avaient «fondamentalement cessé». Suite à ces propos, les actions de Credit Suisse avaient bondi de près de 10%. Mais ces

déclarations ont attiré l'attention de la Finma, rapporte mardi l'agence Reuters. Selon elle, l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers voudrait du coup savoir si ses propos étaient trompeurs et dans quelle mesure Axel Lehmann et d'autres représentants du CS étaient conscients que des clients continuaient à retirer des fonds. À noter que tant la Finma que le Credit Suisse n'ont pas souhaité commenter le sujet.

Affaire enjolivée?

La Banque cantonale de Lucerne a en tout cas qualifié l'affaire de nouveau coup dur pour le CS. «Axel Lehmann était-il insuffisamment informé ou a-t-il sciemment ou intentionnellement enjo-

livé la situation?», se demande son analyste Daniel Bosshard chez 20 Minuten. «Quoi qu'il en soit, il s'agit d'un nouveau chapitre peu glorieux dans l'histoire du Credit Suisse», a-t-il conclu. Pour rappel, la banque avait dévoilé en octobre un grand projet de restructuration visant à se recentrer sur la gestion de fortune, la gestion d'actifs et la branche de détail et services aux entreprises pour le marché suisse. Mais avant que ses projets soient divulgués, le CS avait été au cœur d'intenses spéculations durant ce même mois, faisant tanguer son cours de Bourse et fuir des clients. Au quatrième trimestre, les retraits de capitaux s'étaient montés à 110,5 milliards de francs.

(cht)



INVESTIR EN ZONE UEMOA

EMETTEUR	CÔTE D'IVOIRE	BURKINA	NIGER
Date	28/02/2023	01/03/2023	02/03/2023
Instrument	BAT 182J - OAT 3A - OAT 5A	BAT 91J - OAT 3A	BAT 91J - BAT 182J - OAT 3A
Montant (en Mds de FCFA)	85	30	35
Taux d'intérêt	Multiples - 5,30% - 5,50%	Multiples - 5,70%	Multiples - Multiples - 5,60%

Pour toute information complémentaire, rendez-vous sur : www.umoatitres.org

HOROSCOPE finance

Bélier Pas d'investissements massifs en ce moment, sauf si vous êtes prêt à n'avoir qu'une chance sur deux de gagner. Consultez des personnes compétentes. Il serait opportun de vous serrer la ceinture.

Taureau Ne vous lancez pas dans des opérations financières douteuses, particulièrement si elles affectent des tierces personnes dépendant de vous. Patientez encore quelque temps avant de tenter votre chance avec un certain bonheur, car l'ambiance astrale de la journée ne vous sera guère favorable.

Gémeaux Les influx de Jupiter vous inclineront à faire des économies. Aussi sera-t-on très étonné de votre réticence à ouvrir votre portefeuille aujourd'hui, ce qui n'est pas dans vos habitudes. Continuez dans cette voie.

Cancer Le secteur argent pourra subir quelques influences astrales ambiguës. En tout cas, vous devrez vous montrer raisonnable et organisé. Ceux d'entre vous qui sont prudents et bons gestionnaires s'en sortiront haut la main. Les têtes en l'air, en revanche, risquent d'avoir du mal à boucler le mois s'ils dépensent sans compter.

Lion Cet aspect de Pluton laisse présager une diminution de vos ressources ou une augmentation de vos dépenses. Dans les deux cas, cela signifie qu'il va falloir restreindre votre train de vie, ce qui vous contrariera. Les mieux organisés d'entre vous s'en sortiront en renégociant un étalement de leurs dettes. Ceux qui jusque-là préféraient ignorer le problème pourraient se voir rappeler à l'ordre par leur banquier.

Vierge Le Ciel ne s'occupera pas de votre équilibre financier cette fois. Vous aurez donc droit à une situation stable si vous avez correctement géré votre budget, et devrez affronter de petites difficultés vite réglées si vous avez fait preuve de négligence. Mais attention : avec Jupiter en cet aspect, vous risquez par moments d'être la proie de tentations ruineuses ; retenez-vous, ne craquez pas !

Balance Montrez-vous prudent et tenez bien serrés les cordons de votre bourse, qui risque de se vider rapidement. Votre boulimie de dépenses sera très forte, presque irrésistible, et ne commencera pas à lâcher sa pression de sitôt.

Scorpion Vous devrez encore compter avec Saturne et la Lune influençant les secteurs de votre thème liés à l'argent. Un impact qui ne permet pas de devenir milliardaire ! Mais ces planètes formeront peu de combinaisons négatives ; elles se contenteront donc de limiter votre expansion financière, mais ne chercheront pas à vous causer des difficultés.

Sagittaire Méfiez-vous des opérations financières trop risquées. Avec Pluton en cet aspect, redoublez de prudence si vous devez traiter une affaire de grande importance ; exigez des garanties écrites.

Capricorne Mettez à présent de l'ordre dans vos affaires pécuniaires et faites vos comptes de manière à ne pas être pris ensuite au dépourvu. Une petite rentrée financière n'est pas impossible aujourd'hui. Mais ne vous lancez pas aussitôt dans des dépenses inutiles, faites plutôt fructifier vos fonds !

Verseau Même si vous pensez avoir un flair infallible et une sorte de sixième sens en matière d'argent, vous aurez tout intérêt, cette fois, à tenir compte des conseils de spécialistes financiers. En effet, si vous n'en faites qu'à votre tête, vous pourriez vous retrouver dans une situation très délicate.

Poissons Vous pourriez vous féliciter de pouvoir toujours arrondir vos fins de mois, alors que bien des gens ont du mal à joindre les deux bouts. Si vous êtes assez sage, vous devriez savoir apprécier ce privilège et le considérer comme une compensation pour certains de vos désavantages sur d'autres fronts. Ne soyez pas trop gourmand : on ne peut pas tout avoir dans la vie, et il faut bien laisser quelques parts du gâteau aux autres !

L'économiste

Premier Quotidien Économique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : 199 Angle rue Ayissou, Totsi, Lomé
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT
Nicole ESSO
Junior AREDOLO
Vivien ATAHPABEM
Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Gérard DAMAWOU



REPUBLIQUE TOGOLAISE
MINISTÈRE
DES SPORTS ET DES LOISIRS

CABINET

**PERSONNE RESPONSABLE
DES MARCHES PUBLICS**

**Avis de demande de renseignements et de prix
DRP N°001/MSL/CAB/PRMP-23 du 16 février 2023**

1. Le Ministère des Sports et des Loisirs sollicite des offres fermées de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour la livraison de six (06) véhicules SUV petit standing (lot unique).
2. Le lieu de livraison est le cabinet du Ministère des Sports et des Loisirs (Lomé) suivant les modalités détaillées dans les données particulières.
Le délai de livraison est de quarante-cinq (45) jours à compter de la date de notification du marché approuvé.
Les variantes ne sont pas autorisées.
3. La passation du Marché sera conduite par demande de renseignement de prix tel que défini par le Code des marchés publics en vigueur et ses textes d'application, et ouvert à tous les candidats éligibles.
4. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de la Personne responsable des marchés publics, **Ministère des Sports et des Loisirs, Rue Yotsi, BP 3193, derrière le Palais de Justice de Lomé côté sud, Tél. (+228) 22 22 10 53** et prendre connaissance des documents de demande de renseignement de prix tous les jours ouvrables de **08 h à 12 h**

Discussion.com

et de 15 h à 17 h, à l'adresse mentionnée ci-après : Secrétariat de la PRMP, Ministère des Sports et des Loisirs, Rue Yotsi, B.P. : 3193, derrière le Palais de Justice de Lomé côté sud, Tél. : 92 14 79 01.

05. Les exigences en matière de qualifications sont d'ordre administratif, technique et financier (voir détails dans les données particulières).
06. Les candidats intéressés peuvent consulter gratuitement le dossier de demande de renseignement de prix ou le retirer à titre onéreux contre paiement d'une somme non remboursable de vingt-cinq mille (25 000) francs à l'adresse spécifiée au point 4. La méthode de paiement sera un versement en espèces contre un reçu. Le dossier de demande de renseignement de prix sera remis main à main.
07. Les offres devront être soumises à l'adresse ci-après : **Secrétariat de la PRMP, Ministère des Sports et des Loisirs, Rue Yotsi, B.P. : 3193, derrière le Palais de Justice de Lomé côté sud au plus tard le 3 mars 2023 à 09 h 00.**
Les offres remises en retard ne seront pas acceptées.
08. Les offres doivent comprendre une garantie bancaire de soumission d'un montant de 450.000 francs
09. Les candidats resteront engagés par leur offre pendant une période de **quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite du dépôt des offres.**
10. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent assister à l'ouverture des plis ce **3 mars 2023 à 09 h 15** à l'adresse suivante : **petite salle de réunion du Ministère des Sports et des Loisirs, Rue Yotsi, B.P. : 3193, derrière le Palais de Justice de Lomé côté sud.**

La Personne Responsable des Marchés Publics

ALI Essowé



Port Autonome de Lomé
Personne Responsable des Marchés Publics

**AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET GENERAL POUR LA
CONSTITUTION DU REPERTOIRE DE DONNEES PRESTATAIRES 2023**

Dans le cadre de l'exécution de son budget exercice 2023, le Port Autonome de Lomé (PAL) procédera par des demandes de cotations sur la base d'un répertoire de données prestataires. A cet effet, le PAL convie tous les opérateurs économiques intéressés, régulièrement installés au Togo, à manifester leurs intérêts pour figurer dans ce répertoire. Les dossiers de candidature seront adressés au Directeur Général du PAL et déposés tous les jours ouvrables de lundi à vendredi de 9h00' à 11h00' et de 15h00' à 16h30' TU à l'adresse suivante : Service des Marchés Publics (ancien bâtiment « *Cantine* ») situé dans l'enceinte du Port Autonome de Lomé, 01BP 1225 Lomé 01 ; Tél : (228) 22 27 47 42/ Poste 4424 ou 4448, au plus tard **le 20 mars 2023 à 16h30' TU** ; passé ce délai, aucune demande ne sera plus reçue. Le PAL, rappelle aux prestataires et fournisseurs qui sont déjà en relation d'affaires avec lui, qu'ils ne sont pas dispensés de cette formalité et qu'ils devront produire les mêmes dossiers.

Le dossier à constituer sera composé de : **1** Une demande (précisant exclusivement les mentions ci-après : **a** Nom & prénoms, **b** raison sociale, **c** adresse, **d** téléphone et e-mail, **e** Date de création et statut juridique de la structure) ; **2** Un extrait du registre de commerce et du crédit mobilier ; **3** Une copie de la carte d'immatriculation fiscale en cours de validité ou toute autre pièce équivalente dont le régime fiscal est "réel avec TVA" ; **4** Une photocopie de la carte nationale d'identité du promoteur. Inscrire sur l'enveloppe, demande d'agrément pour... (Préciser le domaine de compétence). Il s'agit des domaines ci-après :

I. Domaines exclusivement réservés aux Jeunes et Femmes Entrepreneurs inscrits sur le site de DNCCP (<http://pjfe.dncmp-togo.com/>)

- 1- Produits de prévention (lait et autres), 2- Mobiliers de bureau, 3- Fournitures de bureau et scolaire, 4- Motos, 5- Petits matériels & produits d'entretien de bureaux et jardins, 6- Fourniture de matériels de montage des pneus de défenses de quai, 7- Aménagement de la salle crédit et le hall facturation, 8- Réalisation

des issues de secours et plans d'évacuation, 9- Matériels atelier gréement, 10- Consommables électriques, 11- Acquisition et installation des climatiseurs, 12- Achat de pièces de rechange pour les climatiseurs, 13- Réparation des revêtements de bureaux, 14- Sacs, 15- Vêtements publicitaires (Tee-shirts et casquettes), 16- Montres pendules, 17- Effets personnels, 18- Appareils électroniques (Télé, lecteur DVD, camera...), 19- Matériels d'éclairage (lampes torches, piles, batteries pour petits matériels...), 20- Matériels de bureau (Machine à calculer, compteur de billets, détecteur de faux billets, destructeur de documents, relieur de documents), 21- Petits outillages, 22- Fourniture de pneumatiques et batteries, 23- Matériels de plomberie, 24- Matériels de menuiserie, 25- Matériels de tapisserie, 26- Motos pompes, 27- Acquisition et installation des compteurs (électriques et eau), 28- Matériaux de construction (graviers, sable, peintures et autres), 29- Fourniture de l'eau et fontaines réfrigérantes et réfrigérateurs, 30- Maintenance des onduleurs.

II. Domaines pour tous les opérateurs économiques y compris les Jeunes et Femmes Entrepreneurs.

1- Maintenance des serveurs, 2- Maintenance des engins lourds, 3- Entretien des groupes électrogènes, 4- Entretien des postes de transformation, 5- Plaquettes institutionnelles, 6- Entretien et réhabilitation des sous coffrets informatiques, 7- Entretien et réparation des engins flottants, 8- Articles VIP, 9- Préparation des pneus de défenses de quai, 10- Fourniture des pneus usagés, 11- Peintures marines galvanisantes, 12- Téléphones VHF (fixe et mobile), 13- Extension du réseau WIFI, 14- Maintenance des copieurs et imprimantes, 15- Dispersant, 16- Bacs de rétention, 17- Gestion électronique des données, 18- Acquisition du pont Basculer, 19- Etudes et surveillance des travaux de clôtures et bâtiments.

N.B. : Le Port Autonome de Lomé se réserve le droit de donner une suite ou non au présent avis et les dossiers remis en retard ne seront pas acceptés. La soumission par voie électronique n'est pas autorisée.

Une liste de prestataires sera établie par domaine de compétence après étude de dossiers. Seuls les prestataires figurant sur ladite liste pourront être consultés pour d'éventuelles commandes publiques au cours de l'année 2023. Les soumissionnaires peuvent consulter la liste des candidats retenus à partir du **03 avril 2023**, tous les jours ouvrables de lundi à vendredi de 9h00' à 11 h 00' et de 15 h 00' à 16h30' TU au Service des Marchés Publics (ancien bâtiment « *Cantine* ») situé dans l'enceinte du Port Autonome de Lomé, 01BP 1225 Lomé 01 ; Tél. : (228) 22 27 47 42/ Poste 4424 ou 4448.

Fait à Lomé, le 16 février 2023

LE DIRECTEUR GENERAL

Contre-Amiral Kodjo Fogan ADEGNON

Discussion.com

Togo**L'OTR effectue une vente aux enchères au port autonome de Lomé**

L'Office togolais des recettes (OTR) effectue, au port autonome de Lomé, une vente aux enchères publiques de plusieurs biens les lundi 27 et mardi 28 février 2023. Ceci s'inscrit dans l'exécution des ordonnances N°344, 345, 346 & 347/2023 du 31 Janvier 2023, selon l'OTR.

● **Hélène MARTELOT**

En tout, 27 véhicules usagés de diverses marques sont mis en vente le premier jour. La vente est faite aux enchères publiques au plus offrant et dernier enchérisseur, paiement au comptant et sur place majoré de 12% avec enlèvement immédiat. La participation à la vente est subordonnée au paiement d'une somme de 5 mille

francs CFA non remboursable contre une quittance sécurisée au titre d'enregistrement des adjudicataires, à la division des opérations douanières de Lomé-Port 1. Pour le second jour, un lot de marchandises diverses sera mis en vente. La participation est conditionnée par le paiement d'une quittance non remboursable de 25 mille francs CFA. La participation du public à cette vente implique l'acceptation de

certaines conditions notamment, les adjudicataires qui n'auront pas acquitté le montant des effets qui leur sont adjugés avant 17 heures 30 minutes du jour de leur achat, verront leur adjudication annulée. Aucune réclamation ne sera prise en compte après adjudication. Ces enchères publiques organisées régulièrement par l'OTR concernent généralement les marchandises en souffrance en douanes ou issues de saisies.

Cinéma**Une forte délégation du Togo à la 28ème édition du FESPACO**

Le Togo est, fortement représenté à la 28ème édition du festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (FESPACO). Il se déroule du 25 février au 4 mars 2023 à Ouagadougou, au Burkina-Faso. Le thème de cette édition est « Cinémas d'Afrique et culture de la paix ».

● **Hélène MARTELOT**

La délégation togolaise est composée de 25 festivaliers, dont des réalisateurs, producteurs, scénaristes, acteurs-comédiens, responsables d'écoles et d'institut de formation en cinéma, délégués généraux de festivals, journalistes, ainsi que d'agents du ministère de la culture et du tourisme. Compte tenu du contexte sécuritaire actuel, le gouvernement a préservé la vie de ses professionnels du cinéma et de l'audiovisuel en leur offrant de meilleures conditions de voyage. Contrairement aux éditions précédentes au cours desquelles le voyage s'effectuait par voie terrestre, la délégation officielle a, cette fois-ci, fait le déplacement du Burkina Faso par avion, avec le soutien de la compagnie aérienne ASKY, partenaire officiel. Le Togo est en compétition, dans la catégorie films d'animation, avec « les palimpseste » de Ingrid AGBO et dans la catégorie films d'écoles de cinéma avec « La gare de l'Est », réalisée par Esso-Domna Roger ATANA. Les productions « Le job idéal » de Gilbert Baramna et « Mon pays à moi » réalisée par Komi Messan Anthony sont sélectionnées en hors compétition. La qualité des compétences artistiques des professionnels du cinéma et de l'image animée du Togo a été récompensée par le comité d'organisation du FESPACO 2023 pour avoir sélectionné 3 membres de divers jurys. Sitou Ayite comme membre du jury films d'écoles de cinéma, Marcelin Bossou, membre du jury Prix spéciaux fic-



tion UEMOA, Madie Kokoe Teko Folly membre du jury prix spéciaux du Conseil de l'entente et Daniel Atchali comme président du jury des films d'animation. Le Togo expose également son 7ème art au marché international du cinéma africain (MICA) où son stand, décoré aux couleurs du drapeau national, est animé.

La CEDEAO reconduit ses quatre prix

La Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) va encore participer cette année, au déroulement de la 28ème édition du Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (Fespaco), qui se tiendra du 25 février au 4 mars. La CEDEAO, l'un des principaux partenaires du Fespaco depuis 1993, a décidé pour cette édition, de reconduire les quatre prix octroyés à la 27ème édition, à savoir le Prix de la meilleure réalisatrice de cinéma doté de 10 millions de FCFA, le Prix de l'intégration, d'une valeur de 15 millions de FCFA, le Prix spécial du meilleur plus jeune réalisateur de film d'école (2.000.000 de FCFA) et le prix spécial du meilleur plus jeune comédien ou comédienne (1.000.000 FCFA).

Ces prix sont ouverts aux professionnels du cinéma de l'espace CEDEAO et visent à encourager la créativité de la société civile ouest-africaine. La CEDEAO se dotera également d'un stand décoré à ses couleurs qui servira notamment à mieux la faire connaître au public à travers des présentations et exposés sur l'historique, les objectifs, le management, les institutions et agences spécialisées, les principes fondamentaux, les réalisations, les projets et programmes ainsi que la Vision 2050, sans oublier ses grands défis et perspectives. Les visiteurs au stand de la CEDEAO pourront également se procurer des manuels d'information et de vulgarisation sur la CEDEAO et participer à des quiz, jeux de questions-réponses dotés de prix constitués de gadgets de communication sur la CEDEAO, tels que des casquettes, T-shirts, calendriers, agendas, stylos, etc. Cette 28e édition a pour thème : « cinémas d'Afrique et la culture de la paix ». Pour cette édition 2023, plus d'une quinzaine de films sont en compétition pour l'obtention de l'Etalon d'or de Yennenga, récompense suprême du Fespaco. Au total 170 films de cinéma et de télévision et des séries pour les onze catégories ont été sélectionnés cette année.

REPUBLICQUE TOGOLAISE
Travail - Liberté - Patrie

OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES
COMMISSARIAT GENERAL

Commissariat des Douanes
et Droits Indirects

N° **DDH** /2023/OTR/CG/CDDI

**AVIS DE VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES
PAR AUTORITE DE JUSTICE**

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) informe le public qu'en exécution de l'ordonnance n° 346/2023 du 31 janvier 2023, il sera procédé à la vente aux enchères publiques d'un (01) lot de marchandises diverses.

La vente aura lieu le mardi 28 février 2023 à partir de 09 heures 30 minutes et les jours suivants au Port Autonome de Lomé.

Conditions de participation à la vente

- 1- La vente est faite aux enchères publiques au plus offrant et dernier enchérisseur, paiement au comptant et sur place majoré de 12% avec enlèvement immédiat ;
- 2- La participation à la vente est subordonnée au paiement d'une somme de vingt-cinq mille (25.000) francs CFA non remboursable contre une quittance sécurisée au titre d'enregistrement des adjudicataires, à la Division des Opérations Douanières de Lomé-Port 1.
- 3- Aucune réclamation ne sera prise en compte après adjudication ;
- 4- Les adjudicataires qui n'auront pas acquitté le montant des effets qui leur sont adjugés avant 17 heures 30 minutes du jour de leur achat, verront leur adjudication annulée.

La participation du public à cette vente implique l'acceptation des conditions ci-dessus énumérées.

Pour tout renseignement, veuillez-vous adresser à l'Etude de Me AWESSO Manah Edmond, Commissaire-Priseur, sis au 41, Rue 82 Koussatine, TKF côté Ouest ECONOF et station SOMAYAF, Tokoin Nukafou, Cel : (00228) 90 03 97 77/99 55 98 17, Lomé-TOGO.

Fait à Lomé, le **16 FEV 2023**

Le Commissaire Général p.i.

Philippe Kokou B. TCHODIE

41, rue des Impôts - 02 B.P.: 20823 Lomé - TOGO
Tél.: 228 22 53 14 00
e-mail: otr@otr.tg

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

FC Barcelone**Robert Lewandowski, c'est quoi le problème ?**

Après des premiers mois impressionnants à Barcelone, l'attaquant polonais traverse une période compliquée.

Le réveil est dur à Barcelone ce lundi. Dimanche soir, les troupes de Xavi Hernandez se sont inclinées à Almeria (1-0), équipe promue en Liga cette saison, quelques jours après avoir pris la porte en Europa League à Old Trafford. Encore trop tôt pour parler de crise, d'autant plus que les Catalans ont encore sept points d'avance sur le Real Madrid. Mais certains

points commencent à inquiéter les médias et les supporters. La difficulté de l'équipe à produire du jeu dès qu'elle est privée de Pedri comme c'est le cas aujourd'hui est par exemple un vrai casse-tête. Puis, il y a le cas Lewandowski. L'attaquant polonais traverse une période de moins bien qui ne passe pas inaperçue. Toujours meilleur buteur de la Liga avec 15 réalisations, il n'a marqué que

3 buts sur les 7 rencontres disputées par son club en février. Dont ce penalty à Old Trafford. Des statistiques qui seraient honorables voire même bonnes pour certains joueurs, mais qui inquiètent à Barcelone, surtout quand on sait qu'il est le seul véritable buteur de l'équipe, qui est donc dépendante de sa capacité à marquer.

Le changement tac-**tique de Xavi l'a mis dans le dur**

Il faut dire que ces dernières semaines, Xavi a changé sa tactique. Le coach catalan aligne une composition avec quatre milieux axiaux, généralement Busquets, De Jong, Gavi et Pedri. Avec, pour objectif, de conserver le ballon plus longtemps, et aussi d'être un peu moins friable défensivement. Un ailier en moins sur la pelouse donc,

et Lewandowski en souffre. Surtout depuis l'absence de Dembélé, qui semblait plutôt bien s'entendre avec lui. L'ancien du Bayern est donc souvent assez esseulé devant, et n'a pas énormément de situations à se mettre sous la dent. On a bien vu qu'il cherchait beaucoup à redescendre contre Manchester United, ce qui est également contre-productif, puisqu'il n'est pas si utile loin de la surface rivale. Sans Pedri, on retrouve

un Barça assez horizontal. Peu d'idées, peu de mouvements, peu de lignes brisées. Et quand on est seul devant, forcément, on touche encore moins de ballons que d'habitude. Beaucoup soulignent tout de même qu'un tel joueur doit réussir à se montrer même quand l'équipe tourne moins bien, et son bilan face aux gros clubs pose question.

Avec footmercato.net

FONi 2023

SPONSOR OFFICIEL
AFRIK
CRÉANCES
LE LEADER DE L'INTERMÉDIATION2^{ÈME} ÉDITIONFORUM INTERNATIONAL
DE L'INTERMÉDIATION,
DU NUMÉRIQUE ET DE
L'INNOVATION

Thème

« L'intermédiation et les innovations
technologiques dans les dynamiques
de l'inclusion financière »02 > 05
MAI 2023HÔTEL
02 FÉVRIER,
LOMÉ - TOGO

(228) 93 03 36 36
(228) 97 67 30 30
(228) 22 20 38 41

support@foni.africa
www.foni.africa
f t i FoniAfrica

LE PLUS GRAND HUB FINANCIER EN AFRIQUE DE L'OUEST